

**Kamer  
van Volksvertegenwoordigers**

ZITTING 1964-1965

6 APRIL 1965

**WETSONTWERP**

**houdende diverse maatregelen  
voor de universitaire expansie.**

**I. — AMENDEMENTEN**

VOORGESTELD DOOR DE HEER GROOTJANS.

Art. 62.

1) In de eerste regel van de tabel, de woorden « Voor de vrije universiteit te Brussel » vervangen door : « Voor de Franstalige en Nederlandstalige afdelingen der Vrije Universiteit te Brussel ».

2) In tweede regel van de tabel, de woorden « Voor de vrije universiteit te Leuven » vervangen door : « Voor de Franstalige en Nederlandstalige afdelingen der Vrije Universiteit te Leuven ».

**VERANTWOORDING.**

De toelagen aan de vrije universiteiten toegestaan zijn berekend op het bestaan van twee afdelingen.

Nergens in het wetsontwerp wordt echter naar deze tweedelighed, die nochtans om de financiële verzuuchingen te verantwoorden ingeroepen wordt, verwezen.

Het amendement beoogt dit verzuim goed te maken.

3) In de kolom betreffende 1969 en volgende jaren, de woorden weglaten « en volgende jaren ».

**VERANTWOORDING.**

Het wetsontwerp houdt slechts een regeling in voor een periode van vier jaar.

Voor de daarop volgende jaren zullen geheel nieuwe criteria ter beoordeling van de financiële noden vorhanden zijn.

Zie :

- 1013 (1964-1965) :
- N° 1: Ontwerp door de Senaat overgezonden.
  - N° 2 en 3: Amendementen.
  - N° 4: Verslag.
  - N° 5 en 6: Amendementen.

**Chambre  
des Représentants**

SESSION 1964-1965

6 AVRIL 1965

**PROJET DE LOI**

**portant diverses mesures  
en faveur de l'expansion universitaire.**

**I. — AMENDEMENTS**

PRÉSENTÉS PAR M. GROOTJANS.

Art. 62.

1) A la première ligne du tableau, remplacer les mots : « Pour l'université libre de Bruxelles » par : « Pour les sections française et néerlandaise de l'université libre de Bruxelles ».

2) A la deuxième ligne du tableau, remplacer les mots : « Pour l'université catholique de Louvain » par : « Pour les sections française et néerlandaise de l'université catholique de Louvain ».

**JUSTIFICATION.**

Les subventions accordées aux universités libres sont calculées en fonction de l'existence de deux sections.

Le présent projet ne contient pas la moindre allusion à cette dualité, invoquée pourtant pour justifier les revendications financières.

L'amendement vise à réparer cette omission.

3) Dans la colonne « 1969 et années suivantes », supprimer les mots « et années suivantes ».

**JUSTIFICATION.**

Le présent projet de loi n'apporte de solution que pour une période de quatre ans.

Pour les années consécutives, des critères entièrement nouveaux devront permettre l'appréciation des besoins d'ordre financier.

Voir :

- 1013 (1964-1965) :
- N° 1: Projet transmis par le Sénat.
  - N° 2 et 3: Amendements.
  - N° 4: Rapport.
  - N° 5 et 6: Amendements.

## Art. 71.

Dit artikel aanvullen met een nieuw lid, dat luidt als volgt :

« De begroting van de universiteiten en diverse instellingen voor hoger onderwijs, bedoeld in artikel 1 van de wet van 2 augustus 1960 betreffende de bijdrage van de Staat in de financiering van de vrije universiteiten en van de diverse instellingen voor hoger onderwijs wordt door de Minister van Nationale Onderwijs en Cultuur ieder jaar, vóór de besprekking van de begroting van zijn departement, ter beschikking gesteld van het Bureau van Kamer en Senaat, ter inzage van de parlementsleden. »

## VERANTWOORDING.

Gezien de belangrijke bedragen die jaarlijks ter beschikking van de vrije universiteiten en diverse instellingen van hoger onderwijs worden gesteld, moet het Parlement in de gelegenheid worden gesteld controle uit te oefenen op de bestemming ervan.

## Art. 71.

Compléter cet article par un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Le budget des universités et des divers établissements d'enseignement supérieur visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 août 1960, relative à l'intervention de l'Etat dans de financement des université libres et des diverses institutions d'enseignement supérieur, est mis chaque année, par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture, avant la discussion du budget de son département, à la disposition des Bureaux de la Chambre et du Sénat, à l'intention des membres du Parlement. »

## JUSTIFICATION.

Etant donné les sommes importantes mises chaque année à la disposition des universités libres et des divers établissements d'enseignement supérieur, le Parlement doit être mis en mesure d'exercer un contrôle sur la destination de celles-ci.

F. GROOTJANS.

## II. — AMENDEMENTS

## PRÉSENTÉS PAR M. DELFORGE.

## Art. 3.

Supprimer le 2<sup>o</sup> de cet article.

## JUSTIFICATION.

L'organisation de l'Ecole royale militaire doit être modifiée au préalable par une loi. Celle-ci n'ayant pas encore été discutée ou votée, il semble prénatré d'adopter une mesure que le législateur n'a pas encore appréciée.

## Art. 4.

1) Compléter le 2<sup>o</sup> de cet article par ce qui suit :

« ou à la faculté universitaire catholique à Bruxelles ». .

2) Compléter le 4<sup>o</sup> comme suit :

« à la faculté universitaire catholique à Bruxelles ou à la faculté universitaire libre des hautes études à Liège ». .

3) Compléter l'article par un 8<sup>o</sup>, libellé comme suit :

« 8<sup>o</sup> de candidat, licencié, docteur en sciences commerciales, avec ou sans qualification complémentaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales et de candidat, licencié et docteur en sciences administratives, ceux qui ont obtenu le diplôme de ces grades à l'Institut Supérieur de Commerce de Bruxelles et au Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen d'Ixelles. »

## JUSTIFICATION.

Les équilibres régionaux et philosophiques militent en faveur de la création dans une région en complet développement d'une faculté universitaire catholique à Bruxelles qui en fait, serait la transformation de l'Institut catholique des hautes études commerciales. Cet institut supérieur de commerce est actuellement le plus peuplé de la région franco-

## II. — AMENDEMENTEN

## VOORGESTELD DOOR DE HEER DELFORGE.

## Art. 3.

Het 2<sup>o</sup> van dit artikel weglaten.

## VERANTWOORDING.

De organisatie van de koninklijke militaire school moet vooraf bij een wet worden gewijzigd. Deze werd nog niet besproken noch goedgekeurd; het lijkt dus voorbarig een maatregel te nemen die door de wetgever nog niet werd beoordeeld.

## Art. 4.

1) Het 2<sup>o</sup> van dit artikel aanvullen met wat volgt :

« of in de katholieke universitaire faculteit te Brussel ». .

2) Het 4<sup>o</sup> aanvullen met wat volgt :

« in de katholieke universitaire faculteit te Brussel of in de vrije universitaire faculteit voor hoger onderwijs te Luik ». .

3) Het artikel aanvullen met een 8<sup>o</sup>, dat als volgt luidt :

« 8<sup>o</sup> van kandidaat, licentiaat, doctor in de handelswetenschappen, met of zonder bijkomende kwalificatie, van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs voor de handelswetenschappen en van kandidaat, licentiaat en doctor in bestuurswetenschappen, zij die het diploma van die graden hebben behaald in het « Institut Supérieur de commerce de Bruxelles » en in het Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen te Elsene. »

## VERANTWOORDING.

Het evenwicht onder de gewesten en onder de filosofische overtuigingen vergt de oprichting, in een gewest in volle ontwikkeling, van een katholieke universitaire faculteit te Brussel, die feitelijk de omvorming zou zijn van het « Institut catholique des hautes études commerciales ». Dit hoger handelsinstituut is voor het ogenblik het meest

phone du pays et, durant ces dernières années, son développement a été particulièrement important.

L'École des hautes études commerciales et consulaires de Liège a été créée en 1898 et depuis lors toujours placée sur un pied d'égalité avec les instituts d'Anvers et de Mons qui, par le présent projet, sont transformés en facultés universitaires. Il semble abnormal de pénaliser l'école des hautes études de Liège qui jouit d'une réputation enviable. Cet établissement ne se trouve pas en concurrence avec l'université de Liège. Le manque de plan général pour l'enseignement économique universitaire crée des injustices flagrantes qui seraient certainement atténuées par l'adoption des deux premiers amendements.

Le fait de permettre à l'Institut Supérieur de commerce de Bruxelles et au Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen d'Ixelles d'établir des diplômes et titres universitaires, d'être repris dans cette loi d'expansion universitaire, constituerait une mesure pratique de démocratisation de l'enseignement supérieur. La valeur de ces deux établissements existant depuis des dizaines d'années permet la réalisation de cette mesure.

### Art. 15.

**Compléter cet article par ce qui suit :**

« La section française de l'Institut Supérieur de Commerce d'Anvers intégrée dans le centre universitaire d'Anvers continue à fonctionner suivant les conditions linguistiques prévues dans l'arrêté royal du 8 août 1963 (Moniteur du 22 août 1963). »

#### JUSTIFICATION.

Il semble normal de permettre aux jeunes gens d'expression française de suivre les cours de sciences maritimes qui se donnent à Anvers et de ne pas les obliger à aller suivre ces cours à l'étranger.

Il faut également tenir compte qu'il s'agit ici d'enseignement universitaire très spécialisé et qu'aucune autre faculté semblable n'existe dans le pays.

P. DELFORGE.

### III. — AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. DENIS.

#### Art. 15.

**Compléter le texte de cet article par ce qui suit :**

« Au centre universitaire de l'Etat à Anvers, l'enseignement en vue de la délivrance de la licence en sciences maritimes est donné dans les deux langues nationales. La section de langue française est accessible aux Belges ayant accompli le cycle secondaire de leurs études dans le régime français et domiciliés dans la région de langue française, la langue allemande au Bruxelles-Capitale, ainsi qu'aux ressortissants étrangers. »

#### JUSTIFICATION.

Le diplôme de licencié en sciences maritimes est décerné uniquement à Anvers, ce qui est normal. L'article 15 du projet, s'il n'est pas amendé, aurait pour conséquence de permettre l'accès de la section française aux francophones du monde entier, sauf aux Belges. Les francophones belges désireux de conquérir ce titre n'auraient d'autre issue que de s'inscrire à la section française de Rotterdam, ou encore, de réclamer une autre nationalité que la nôtre.

M. DENIS,  
E. GLINNE.

bevolkte in het Franse taalgebied en het heeft, in de jongste jaren, een indrukwekkende groei gekend.

De « Ecole des hautes études commerciales et consulaires » te Luik is in 1898 opgericht en staat sedertdien altijd op gelijke voet met de instituten te Antwerpen en te Bergen, die door het onderhavige ontwerp tot universitaire faculteiten worden omgevormd. Het komt ons niet normaal voor de « Ecole des hautes études » te Luik, die een benijdswaardige faam geniet, te bestraffen. Die inrichting wedijsert niet met de universiteit te Luik. Het ontbreken van een algemeen plan voor het onderwijs van de economische wetenschappen op universitair niveau geeft aanleiding tot onrechtvaardige toestanden, die door de goedkeuring van de eerste twee amendementen zeker minder flagrant zouden worden.

Door het « Institut Supérieur de commerce » te Brussel en het « Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen » te Elseen te machten universitaire diploma's en titels uit te reiken en door deze een plaats te gunnen in de onderhavige wet op de universitaire expansie, zou men een praktische maatregel inzake democratisering van het hoger onderwijs verwezenlijken. Gelet op de waarde van die twee, sedert tientallen jaren bestaande inrichtingen, is een dergelijke maatregel verantwoord.

### Art. 15.

**Dit artikel aanvullen met wat volgt :**

« De Franstalige afdeling van de in het universitair centrum te Antwerpen opgenomen Rijkshandelshogeschool te Antwerpen blijft functioneren overeenkomstig de in het koninklijk besluit van 8 augustus 1963 (Belgisch Staatsblad van 22 augustus 1963) bepaalde voorwaarden inzake taalgebruik. »

#### VERANTWOORDING.

Het schijnt normaal te zijn aan de Franstalige jonge lieden toe te staan de te Antwerpen gegeven lessen in maritieme wetenschappen te volgen en hen niet te verplichten die lessen in het buitenland te gaan volgen.

Men dient eveneens rekening te houden met het feit dat het hier om een zeer gespecialiseerd academisch onderwijs gaat en dat geen enkele andere dergelijke faculteit in België bestaat.

### III. — AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR DE HEER DENIS.

#### Art. 15.

**De tekst van dit artikel aanvullen met wat volgt :**

« In het Rijksuniversitair centrum te Antwerpen wordt het onderwijs voor het bepalen van de graad van licentiaat in de maritieme wetenschappen in beide landstalen gegeven. De Franstalige afdeling is toegankelijk voor de Belgen die de tweede cyclus van hun studies volgens het Franse taalsysteem hebben gevolgd en gedomicilieerd zijn in het Franstalige landsgedeelte, het Duitstalige landsdeel of te Brussel-Hoofdstad, zomede voor de buitenlandse onderdanen. »

#### VERANTWOORDING.

Het diploma van licentiaat in de maritieme wetenschappen wordt slechts te Antwerpen uitgereikt, wat normaal is. Indien artikel 15 niet werd gewijzigd, dan zou zulks ten gevolge hebben dat de Franstalige afdeling toegankelijk zou zijn voor de Franstaligen van de hele wereld, met uitzondering van de Belgen. Er zou de Franstalige Belgen die voornoemde titel willen verwerven, in dat geval niets anders overblijven dan zich in de Franstalige afdeling te Rotterdam in te schrijven, dan wel een andere nationaliteit dan de onze aan te vragen.